

# Règlement intérieur du Comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie de l'Ordre des ergothérapeutes du Québec

Adoption le 26 novembre 2019

Révisé le 25 novembre 2022



Ordre  
des ergothérapeutes  
du Québec

## Section I – Dispositions générales

---

1. Le présent règlement intérieur détermine les règles de procédures encadrant le fonctionnement interne du comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie de l'Ordre des ergothérapeutes du Québec (ci-après « **Ordre** ») lorsqu'il examine et enquête sur toute information reçue relativement à un manquement aux normes d'éthique et de déontologie par un administrateur).

Il complète à titre supplétif le *Règlement sur les normes d'éthique et de déontologie des administrateurs du Conseil d'administration d'un ordre professionnel* (ci-après « **Règlement sur les normes d'éthique** »). Ce dernier a préséance sur toute disposition du présent règlement intérieur qui lui est incompatible.

2. Afin de faciliter le travail du comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie, certains articles du *Règlement sur les normes d'éthique* et du *Code d'éthique et de déontologie des administrateurs du Conseil d'administration de l'OEQ* (ci-après « **Code d'éthique** ») ou certains principes qui s'y trouvent ont été reproduits dans le présent règlement.

Ces articles ou principes apparaissent en italique dans le texte.

## Section II – Comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie

---

### Rôle et étendue des pouvoirs

3. Un comité d'enquête à l'éthique et à la déontologie (ci-après « **Comité** ») est formé au sein de l'Ordre aux fins d'examiner et d'enquêter sur toute information reçue relativement à un manquement aux normes d'éthique et de déontologie par un administrateur<sup>1</sup>.

### Composition

4. Le Comité est composé de trois (3) membres nommés par le Conseil d'administration :
  - (i) une personne dont le nom figure sur la liste à partir de laquelle sont nommés par l'Office [des professions du Québec] les administrateurs, conformément au Code des professions (chapitre C-26), et qui n'est pas un administrateur de l'Ordre;
  - (ii) un ancien administrateur de l'Ordre ou une autre personne visée au paragraphe 1°;
  - (iii) un membre de l'Ordre ayant une expérience, une expertise, une sensibilisation ou un intérêt marqué en matière de déontologie et d'éthique et qui n'est pas un administrateur de l'Ordre ni un employé de l'Ordre ou une personne liée à ceux-ci<sup>2</sup>.

Chaque membre du comité prête le serment contenu à l'annexe II du Code des professions (chapitre C-26).<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Article 32 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 29 du *Code d'éthique*.

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Article 36 al. 2 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 29 al. 3 du *Code d'éthique*.

## Mandat

5. La durée du mandat des membres du Comité est de deux (2) ans tel que déterminé par le Conseil d'administration. À l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau<sup>4</sup>.
6. Si en cours de mandat, un membre ne peut plus assumer ses fonctions, le Conseil d'administration verra à combler le poste de façon diligente.

## Président et secrétaire du Comité

7. Les membres désignent parmi eux un Président et un Secrétaire.
8. Le Président est chargé de l'administration et de la gestion courante du Comité Il doit notamment veiller à prendre les mesures visant à favoriser la célérité du traitement de la dénonciation et du processus d'enquête.

Il convoque et préside les rencontres, répartit le travail entre les membres du Comité.

9. Le Secrétaire du Comité reçoit les demandes d'enquêtes (dénonciations), dresse les procès-verbaux des rencontres du comité et voit à la tenue et à la conservation des dossiers courants du Comité.

## Séances

10. Le Comité tient ses séances au siège de l'Ordre ou à tout autre endroit jugé approprié par le Comité.

Toutefois, lorsque les circonstances s'y prêtent, que l'environnement technologique le permet, le Comité peut tenir des rencontres par voie de conférence téléphonique, de visioconférence ou par tout autre moyen de communication considéré approprié par le Comité. Dans tous les cas, la confidentialité et la fiabilité du moyen utilisé devront être considérées dans la décision.

11. Le Comité siège en banc de trois (3) membres.
12. Lorsqu'un membre est dessaisi d'un dossier, est empêché d'agir ou lorsqu'à la fin de son mandat il décide de ne pas poursuivre l'enquête d'un dossier dont le Comité a été saisi, celle-ci peut être valablement poursuivie et un rapport peut être valablement rendu par les deux (2) autres membres, et ce, quelle que soit l'étape où en est rendu le traitement.

En cas d'absence de deux (2) membres du Comité ou d'empêchement d'agir de ces deux (2) membres, une enquête ne peut être valablement poursuivie. Le cas échéant, le Conseil d'administration de l'Ordre devra, dans les plus brefs délais, identifier au moins un membre remplaçant le temps de pouvoir terminer l'enquête. Ce membre remplaçant est soumis aux mêmes obligations et devoirs qu'un membre permanent.

---

<sup>4</sup> Article 32 al. 4 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 29 al. 5 du *Code d'éthique*.

## Règles de conduite

13. Les membres du Comité exercent leurs fonctions, avec honneur, dignité et intégrité. Ils font preuve de respect et de courtoisie à l'égard des personnes avec lesquelles ils traitent dans le cadre de leurs fonctions.
14. Les membres du Comité doivent, de façon manifeste, être impartiaux et objectifs. Ils exercent leurs fonctions en toute indépendance, hors de toute ingérence, sans discrimination et avec ouverture d'esprit.
15. Les membres exercent leurs fonctions avec diligence afin de favoriser la célérité du processus. Ils respectent le secret du délibéré du Comité.

## Section III – Enquête

---

### Confidentialité

16. L'enquête doit être conduite de manière confidentielle<sup>5</sup>. Elle doit protéger l'intégrité de l'administrateur concerné et l'anonymat de la personne à l'origine de la dénonciation.

### Réception d'une dénonciation

17. Le Comité reçoit la dénonciation écrite ou verbale de toute personne qui constate ou soupçonne qu'un administrateur a commis un manquement aux normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables<sup>6</sup>.
18. Le Secrétaire du Comité doit transmettre aux autres membres du Comité toute dénonciation reçue, dans les dix (10) jours ouvrables suivant sa réception. Cette communication doit être faite par tout moyen respectant les règles de confidentialité que le secrétaire juge approprié.

### Examen et enquête

19. Le Comité doit se réunir dans les trente (30) jours suivant la réception d'une demande d'enquête afin d'examiner la demande et de commencer l'enquête.
20. Le Comité peut rejeter, sur examen sommaire, toute dénonciation s'il est d'avis qu'elle est abusive, frivole ou manifestement mal fondée. Il en informe par écrit le dénonciateur et l'administrateur visé par la dénonciation<sup>7</sup>.

Après l'examen de la dénonciation et s'il y a matière à poursuivre l'étude du dossier, le Comité doit :

20.1 informer l'administrateur concerné des manquements qui lui sont reprochés en lui indiquant

---

<sup>5</sup> Article 36 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 34 du *Code d'éthique*.

<sup>6</sup> Article 34 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 32 du *Code d'éthique*.

<sup>7</sup> Article 35 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 33 du *Code d'éthique*.

les dispositions concernées du Règlement sur les normes d'éthique, du Code d'éthique ou de tout autre code ou normes en vigueur<sup>8</sup>.

20.2 permettre à l'administrateur concerné de présenter ses observations<sup>9</sup> conformément à la section IV du présent règlement.

21. Le Comité peut s'adjoindre tout expert<sup>10</sup> ou toute autre personne pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions d'enquête, du moment que ceux-ci prêtent le serment contenu à l'annexe II du *Code des professions* (chapitre C-26).

Les honoraires relatifs aux services ainsi rendus sont assumés par l'Ordre. Le Comité doit informer le secrétaire de l'Ordre dès que possible qu'il a retenu les services d'un expert ou d'une autre personne afin que ce dernier fasse le nécessaire pour que les honoraires ainsi encourus soient acquittés.

22. Le Comité peut décider de joindre plusieurs dénonciations en un seul dossier d'enquête, dans les conditions qu'il fixe.

Cependant, lorsque le Conseil d'administration reçoit le rapport d'enquête du Comité, il peut décider de traiter les dénonciations séparément s'il est d'avis que les fins de la justice seraient ainsi mieux servies.

23. Si le Comité n'a pas terminé son enquête dans les soixante (60) jours de la réception de la dénonciation, il doit, à l'expiration de ce délai, en informer par écrit le dénonciateur et lui faire rapport du progrès de cette enquête. Tant que l'enquête n'est pas terminée, le Comité doit par la suite à tous les trente (30) jours, informer par écrit le dénonciateur et lui faire rapport du progrès de cette enquête.

#### **Section IV – Droit de l'administrateur visé par l'enquête**

---

24. Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, le Comité s'engage à respecter les règles de justice naturelles reconnues au Canada, à savoir le droit à être entendu avant la prise de décision et le droit d'être traité de façon impartiale, tel que plus amplement détaillé ci-après<sup>11</sup>.

##### **Droit d'être entendu**

25. L'administrateur visé par l'enquête a le droit de faire valoir sa position en fournissant tous renseignements et toutes observations par écrit qu'il juge utiles pour prouver les faits au soutien de celle-ci et, le cas échéant, compléter le dossier. Le Comité doit lui demander de communiquer ces éléments dans un délai raisonnable qu'il détermine.

---

<sup>8</sup> Article 36 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 34 du *Code d'éthique*.

<sup>9</sup> Idem.

<sup>10</sup> Article 32 al. 3 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 29 al.4 du *Code d'éthique*.

<sup>11</sup> Article 36 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 34 du *Code d'éthique*.

26. Le Comité peut également, s'il le juge opportun, rencontrer l'administrateur concerné ainsi que toute autre personne concernée afin de connaître leurs observations, étant entendu que le Comité doit s'assurer que ces échanges tenus avec toute personne demeurent sous le sceau de la confidentialité. Cette rencontre peut être enregistrée par le Comité après en avoir avisé l'administrateur visé ou les personnes concernées.
27. Sous réserve de l'article précédent, sont prohibés la photographie, l'enregistrement audio ou vidéo ainsi que l'utilisation de tout appareil en mode de fonctionnement sonore lors de toute rencontre avec le Comité.
28. L'administrateur concerné a le droit de se faire assister par une personne de son choix durant l'enquête. S'il désire se prévaloir de ce droit lors d'une rencontre avec le Comité, il doit en aviser le Secrétaire du Comité au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la rencontre.
29. Les documents dans une autre langue que le français doivent être accompagnés de leur traduction en français. La traduction doit être certifiée conforme à l'original par un traducteur membre de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec. Tous les frais et honoraires en découlant sont à la charge de l'administrateur concerné.
30. Le Secrétaire du Comité dresse un procès-verbal de toute rencontre avec l'administrateur visé ou avec les personnes concernées.

#### **Droit d'être traité de façon impartiale**

31. Un membre du Comité qui considère que l'administrateur concerné peut avoir des motifs sérieux de douter de son impartialité est tenu de le déclarer par écrit sans délai aux autres membres et au secrétaire de l'Ordre et de se récuser.
32. L'administrateur concerné qui a des motifs sérieux de douter de l'impartialité d'un membre du Comité doit le dénoncer sans délai et demander sa récusation dans une déclaration qu'il transmet à tous les membres du Comité et au secrétaire de l'Ordre.
33. La demande de récusation est décidée par les autres membres du Comité non visés. Leur décision écrite est transmise à l'administrateur ayant fait la demande, au membre du Comité visé par la demande de même qu'au secrétaire de l'Ordre dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la demande de récusation.
34. La décision visée à l'article 33 peut faire l'objet d'une révision à la demande de l'administrateur concerné auprès du secrétaire de l'Ordre, dans les dix (10) jours de sa réception.
35. Le secrétaire de l'Ordre rend sa décision sur la demande de révision dans les dix (10) jours de sa réception. Sa décision est finale.

36. Les déclarations et les autres documents concernant la récusation sont versés au dossier d'enquête. Ces documents sont confidentiels.

## Section V – Décision

---

37. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres. Si le Comité n'est formé que de deux (2) membres et qu'il n'y a pas de consensus entre ceux-ci, la décision du Comité sera constituée de l'opinion respective de chacun des deux (2) membres.
38. Les recommandations du Comité doivent être motivées et basées sur une analyse rigoureuse des éléments de preuve obtenus dans le cadre de l'enquête
39. Lorsque le Comité en vient à la conclusion que l'administrateur visé par l'enquête **n'a pas contrevenu** aux normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables, il en informe par écrit le dénonciateur et l'administrateur visé par l'enquête<sup>12</sup>.
40. Lorsque le Comité en vient à la conclusion que l'administrateur visé par l'enquête **a contrevenu** aux normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables, il transmet sans délai au Conseil d'administration :
- 1 ° un rapport écrit contenant :
    - (i) un sommaire de l'enquête; et
    - (ii) une recommandation motivée de sanction.
  - 2 ° l'ensemble du dossier et des pièces<sup>13</sup>.

Le Comité prend soin de protéger l'identité du dénonciateur et caviarde tous les éléments qui pourraient permettre de l'identifier dans les documents transmis au conseil d'administration.

41. Selon la nature, la gravité et la persistance du manquement ou de l'inconduite, une ou plusieurs des sanctions suivantes peuvent être imposées à l'administrateur :
- 1° la réprimande;
  - 2° la suspension avec ou sans rémunération; ou
  - 3° la révocation de son mandat.

L'administrateur peut également être contraint de rembourser ou remettre à l'Ordre, au donateur ou à un organisme de bienfaisance qui n'est pas lié à l'Ordre, toute somme d'argent ou tout cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu en contravention des normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> Article 37 al. 1 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 35 al. 1 du *Code d'éthique*.

<sup>13</sup> Article 37 al. 2 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 35 al. 2 du *Code d'éthique*.

<sup>14</sup> Article 39 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 37 du *Code d'éthique*.

Le Comité peut également recommander au Conseil d'administration de relever provisoirement de ses fonctions, avec ou sans rémunération, l'administrateur à qui on reproche un manquement aux normes d'éthique ou de déontologie qui lui sont applicables, dans le cas d'une situation urgente nécessitant une intervention rapide ou dans un cas présumé de manquement grave ou dans les cas visés à l'article 43 ci-après<sup>15</sup>.

42. Une copie des documents visés à l'article 40 est transmise à l'administrateur visé par l'enquête, de manière à protéger l'identité du dénonciateur<sup>16</sup>.

Ces documents ne sont pas transmis au dénonciateur, mais le comité informe ce dernier par écrit de sa conclusion à l'effet que l'administrateur a contrevenu aux normes applicables et de la sanction recommandée et l'avise de la suite du processus.

#### **Administrateur contre lequel une poursuite est intentée**

43. Le secrétaire de l'Ordre doit transmettre sans délai au Comité toute information selon laquelle un administrateur fait l'objet d'une poursuite :
- a) concernant un acte impliquant de la collusion, de la corruption, de la malversation, de l'abus de confiance, une fraude ou du trafic d'influence;
  - b) concernant des gestes ou des propos abusifs à caractère sexuel;
  - c) pour une infraction punissable de cinq (5) ans d'emprisonnement ou plus<sup>17</sup>.
44. Le Comité peut recommander au Conseil d'administration de relever provisoirement de ses fonctions, avec ou sans rémunération, l'administrateur visé à l'article 43<sup>18</sup>.
45. Malgré les dispositions prévues à la section IV, dans les cas visés à la présente sous-section, l'administrateur concerné présente ses observations seulement au Conseil d'administration suivant les dispositions prévues au *Règlement sur les normes d'éthique* et au *Code d'éthique et de déontologie des administrateurs du Conseil d'administration*.

#### **Administrateur contre lequel une plainte est portée par un syndic devant le conseil de discipline de l'Ordre ou qui fait l'objet d'une requête selon l'article 122.0.1 du Code des professions**

46. L'administrateur contre lequel une plainte est portée par un syndic devant le conseil de discipline de l'Ordre ou qui fait l'objet d'une requête portée devant le conseil de discipline conformément à l'article 122.0.1 du Code des professions est d'office relevé provisoirement de ses fonctions<sup>19</sup> jusqu'à :
- 46.1 la décision définitive et exécutoire du conseil de discipline ou du Tribunal des professions; ou
  - 46.2 dans le cas où une ordonnance est rendue par le conseil de discipline en vertu de l'article 122.0.3 du Code des professions, jusqu'à ce que celle-ci ne soit plus en vigueur<sup>20</sup>.

---

<sup>15</sup> Article 42 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 39 du *Code d'éthique*.

<sup>16</sup> Article 37 al. 3 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 35 al. 3 du *Code d'éthique*.

<sup>17</sup> Article 41 al. 2 du *Règlement sur les normes d'éthique*.

<sup>18</sup> Article 43 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 39 du *Code d'éthique*.

<sup>19</sup> Article 44 al. 1 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 43 al. 2 du *Code d'éthique*.

<sup>20</sup> Article 45 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 43 al. 2 du *Code d'éthique*.



Le Comité émet une recommandation au Conseil d'administration à l'effet que l'administrateur visé au premier alinéa doit recevoir ou non une rémunération pendant qu'il est relevé provisoirement de ses fonctions<sup>21</sup>.

## **Section VI – Conservation des dossiers**

---

47. Les dossiers en cours d'enquête sont confidentiels. Ils sont conservés par le Secrétaire du Comité de manière à en assurer l'intégralité et la confidentialité.
48. Les dossiers fermés du Comité sont également confidentiels. Ils sont conservés, sous scellé, par le secrétaire de l'Ordre à la fin du mandat d'un dossier aux fins d'archivage seulement.

## **Section VII – Rapport annuel**

---

49. Le Comité transmet au Conseil d'administration un rapport annuel anonymisé de ses activités. Ce rapport fait notamment état du nombre de dénonciations traitées en cours d'année qui se sont soldées par :
  - 49.1 un rejet de la dénonciation au motif qu'elle était abusive, frivole ou manifestement mal fondée;
  - 49.2 une décision à l'effet que l'administrateur n'a pas contrevenu aux normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables;
  - 49.3 une décision à l'effet que l'administrateur a contrevenu aux normes d'éthique et de déontologie qui lui sont applicables.

De plus, il fait état dans son rapport du temps consacré au traitement des dénonciations ainsi qu'à la rédaction des rapports.

## **Section VIII – Révision du règlement**

---

50. Le présent règlement est révisé aux trois (3) ans.

---

<sup>21</sup> Article 44 al. 2 du *Règlement sur les normes d'éthique* et article 43 al. 3 du *Code d'éthique*.